



*Résolution N°1 votée par le 23e Congrès National de déi Lénk le 26 avril à Mamer*

## **Organiser le progrès social.**

Partout dans le monde, les forces autoritaires et d'extrême-droite connaissent un essor dangereux. Dans le même temps, les forces de gauche n'ont pas encore su enrayer de manière décisive cette montée.

De grandes puissances, dont la Russie, les États-Unis et aussi l'État d'Israël, violent impunément le droit international. La militarisation de la société et de l'économie est imposée comme une nouvelle normalité, tandis que la crise écologique est reléguée au second plan dans le débat politique et médiatique. Au lieu d'ouvrir des perspectives de progrès, on recycle de vieilles stratégies et idéologies poussiéreuses. Plutôt que de prendre au sérieux les préoccupations économiques des travailleur·euses, des personnes cherchant un logement ou de la jeunesse, les élites néolibérales en col roulé mettent en danger les acquis sociaux et soutiennent, s'allient ou collaborent avec les extrême-droites pour renforcer leur pouvoir sur notre société.

D'innombrables conflits militaires, alimentés par la haine, les intérêts du capital et la soif de pouvoir, suscitent peur et inquiétude. Face aux basculements vertiginieux auxquels nos sociétés font face, beaucoup de gens se sentent toujours plus impuissants.

Pour amorcer la bifurcation dont nous avons tant besoin, il ne suffit pas de déplorer les crises mais de construire une perspective d'avenir juste, démocratique, solidaire et porteuse d'espoir. C'est à cela que nous, en tant que déi Lénk, devons œuvrer. Ce travail a déjà commencé. Depuis le 19e congrès "Géint Ausbeutung vum Mënsch an der Natur" (*Strategiedebatt Ökosozialismus*), déi Lénk intègre les questions écologiques et sociales dans toutes ses positions et activités politiques qui portent sur le progrès social. Ces derniers mois, nous avons discuté de notre organisation interne et expérimenté de nouvelles formes d'échange entre membres et de mobilisation interne. Grâce aux premières étapes de notre réorientation stratégique, nous avons posé les premiers jalons d'un élan d'espoir tourné vers la construction d'un avenir meilleur.

Au cœur de notre travail se trouvent toujours les besoins fondamentaux des gens : ils constituent la boussole de notre action. Tandis que d'autres partis s'allient à des promoteurs, des fraudeurs fiscaux et des tech-bros, notre position est claire : pour s'attaquer aux véritables problèmes des gens, il ne faut pas d'aumônes. Au contraire, il faut à tout prix mettre fin aux privilèges structurels, tant économiques que politiques, dont bénéficient les ultra-riches.

Commun à la cupidité des ultra-riches et des marchands financiers. D'ailleurs les autres partis, soi-disant progressifs, les Verts et le POSL social-démocrate, ont prouvé lors du précédent gouvernement et dans les exécutives au niveau local, qu'ils n'ont au fond rien d'autres à

proposer. En fin de compte, c'est grâce à leurs adaptations aux logiques du néolibéralisme que nous sommes arrivés dans la situation où nous sommes aujourd'hui.

Tout un chacun doit pouvoir faire valoir son droit à un travail bien rémunéré et porteur de sens, à l'éducation gratuite et émancipatrice, à un logement décent et abordable, à une alimentation saine, à un accès gratuit aux soins de santé de qualité et aux loisirs, ainsi qu'au temps nécessaire pour se consacrer à soi-même, ses amis, sa famille et ses communautés. Cela implique également la reconnaissance et le respect de toutes les identités, afin que chacun·e sache que sa voix compte et puisse participer pleinement à la vie démocratique. À la place d'un idéal individualiste et cupide, la solidarité et les préoccupations du quotidien constituent les lignes directrices de notre programme.

Au cœur de notre travail pour un avenir meilleur se trouve la prise au sérieux du besoin de sécurité sociale dans le vrai sens du terme. Tandis que le gouvernement actuel nous plonge dans l'insécurité, nous réclamons depuis toujours la création d'une politique sociale qui ne dresse pas les gens les uns contre les autres, mais garantisse une bonne vie pour tous. C'est la seule façon de combattre et faire reculer l'autoritarisme et le fascisme.

Parlons des préoccupations qui animent le quotidien. Plutôt que de contraindre les masses à travailler toujours plus, plus longtemps et plus durement pour moins d'argent, nous défendons une société où chacun·e peut vivre dignement : la protection par les conventions collectives, des salaires décents ainsi que des réglementations cohérentes pour le bien-être et la santé au travail qui impliquent nécessairement la réduction du temps de travail et créent un monde du travail sécurisé pour les personnes à différentes étapes de leur vie.

déi Lénk a été le premier et le seul parti politique à formuler des propositions concrètes pour une réforme des retraites conduisant à plus de justice sociale et pérennisant le système sur le long terme. Nos propositions législatives pour la régulation du travail de plateforme ou la réforme de la loi sur les loyers ont montré que nous sommes capables de faire des propositions concrètes, et ont renforcé notre crédibilité auprès de la population sur des sujets tels que la politique du travail et du logement.

Nous voulons que les conditions de vie des gens continuent à s'améliorer. Nous ne voulons pas dresser les nouvelles et les anciennes générations les unes contre les autres. Nous ne laisserons personne remettre en question le principe de solidarité intergénérationnelle, sur lequel repose notre sécurité sociale. De même, nous ne tolérerons pas que nos enfants grandissent aujourd'hui avec de moins bonnes perspectives d'avenir que leurs parents. Il faut que chaque nouvelle génération reçoive les chances et les opportunités qui lui reviennent. La coalition CSV-DP ne poursuit pas cet objectif. Remarquons la mentalité « après moi le déluge » du parti libéral et la politique des chrétiens-sociaux, qui sacrifient tous deux notre avenir commun pour leurs intérêts personnels et ceux des ultras-riches.

déi Lénk est un parti du « prendre soin » - nous prenons soin des gens, nous nous efforçons de renforcer leur résilience. Nous regardons vers l'avenir et voulons empêcher que des donneurs

de leçons incapables et suffisants en costume rayé dans les parlements, les gouvernements, dans les bourses du monde entier ne dilapident nos rêves.

Concrétiser ces approches et vivre ces changements n'est possible que si nous nous solidarisons, nous nous organisons et luttons pour des changements, tant au sein de déi Lénk que dans les différents rangs de la société. De cette force collective et solidaire de classe émergera la possibilité réelle d'un avenir meilleur.

Il s'agit désormais de rendre cette possibilité tangible et visible vers l'extérieur. En tant que mouvement de gauche, nous devons être une force politique et sociale concrète expérimentée et vécue au quotidien. Cette force, nous la portons en nous - et notre ambition doit être de porter également les solutions et l'espoir vers ceux qui en ont besoin.

Les premières étapes de nos tentatives de réorganisation ont déjà porté leurs fruits : notre campagne pour l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution a été un succès. Dans ce contexte, nous avons expérimenté de nouvelles formes d'organisation et de mobilisation, tant en ligne que sur le terrain. En collaboration avec la société civile, nous avons promu le sujet et construit une coalition politique et sociale pour ainsi imposer la majorité parlementaire nécessaire à la sécurisation supplémentaire de la liberté de recours à l'IVG.

L'année dernière, la manifestation du front syndical avec quelque 25 000 participant·e·s a également montré que l'union des forces pour le progrès social peut faire basculer les projets néolibéraux du gouvernement actuel. Notre mobilisation constante a motivé des centaines de personnes à rejoindre le front syndical et a ainsi contribué au succès de la manifestation.

En tant que déi Lénk, nous devons nous raccrocher à la solidarité ouvrière qui a rempli les rues du Luxembourg le 28 juin 2025. Nous nous fixons pour objectif d'écouter et d'interpeller la classe travailleuse dans sa diversité. Qu'il s'agisse de salarié·e·s, d'indépendant·e·s ou de travailleur·euse·s des services publics, que ce soit dans l'industrie, le secteur de la santé ou les services - dans sa diversité, la classe des travailleur·euses constitue la force sociale majoritaire du changement. Nous aborderons les conflits et les luttes sociales qui traversent cette classe de manière intersectionnelle, c'est-à-dire du point de vue de la convergence des facteurs de discrimination que sont la classe, le genre, la racialisation, l'âge et le handicap par exemple.

Notre solidarité avec les travailleur·euses ne doit pas être uniquement rhétorique. Nous devons en tant que militant·e·s nous organiser de manière ciblée afin d'être présent·e·s là où les gens travaillent, vivent et s'engagent - dans les entreprises, les quartiers, les associations de loisir et de l'engagement civil. Nos membres doivent être davantage renforcés dans leur pratique syndicale, mais aussi dans leurs luttes et autres espaces d'engagement (féministe, queer, écologiste, anti-impérialiste...). Une collaboration étroite avec les syndicats, les mouvements sociaux et les associations est essentielle au développement d'une véritable force collective et progressiste.

Un autre sujet préoccupe les habitant·e·s du Luxembourg comme nul autre : le logement. À la politique actuelle du logement, qui consiste essentiellement en cadeaux fiscaux et une lutte

laxiste contre les symptômes de la spéculation immobilière, nous opposons des solutions prêtes à l'emploi qui s'attaquent aux problèmes à la racine. Le logement doit rester pour déi Lénk un thème central avec lequel nous rejoignons les gens dans leur préoccupation quotidienne. Les logements vides ne doivent plus être considérés comme un phénomène naturel et inévitable du capitalisme. Nos sections locales et membres peuvent rendre visible l'abandon et la vacance de logements dans leurs quartiers. Par la sensibilisation, le dialogue et des solutions concrètes, nous encourageons les gens à pousser les profiteurs des logements vides à agir.

Face à l'irresponsabilité de certains propriétaires, déi Lénk doit être perçu par les locataires comme la force politique qui les représente et qui défend leurs intérêts tout en apportant des solutions à leurs problèmes. Notre principale revendication concerne l'encadrement des loyers. Le plafonnement des loyers doit jouer un rôle central dans le débat politique et sociétal. Dans le but d'apporter un soutien concret, d'identifier et de rendre visibles les failles dans la loi, et d'exercer une pression sur les responsables politiques, nous devons informer, former et mobiliser nos membres. La campagne sur le logement est un élément central qui marquera notre travail de réorganisation interne et de promotion de notre engagement vers l'extérieur.

En tant que mouvement, nous devons créer des espaces solidaires et conviviaux d'échange, de mise en réseau et de débat. Nos sections locales et la base de nos membres devraient constituer l'épine dorsale de déi Lénk en tant que force sociale. Ils ne constituent pas uniquement des antennes géographiques, mais ils doivent devenir de véritables collectifs qui organisent la solidarité et le changement dans leurs communes et leurs quartiers.

Ensemble, nous pouvons - en tant qu'individus et en tant que mouvement politique - être disponibles pour nos voisin·es. Nous pouvons mobiliser nos quartiers en favorisant une présence active. Nous pouvons être les porte-parole des problèmes existants de nos concitoyens dans leurs milieux de vie. Nos membres sont des personnes qui travaillent, vivent et s'engagent à divers endroits. Il est primordial qu'ils puissent se rencontrer et se mettre en relation.

Enfin, déi Lénk devrait poursuivre son objectif d'être perçu comme une force basée sur l'apport de solutions adaptées aux problèmes qui préoccupent les résident·es du Luxembourg sans exclure toutes celles et ceux qui passent quotidiennement les frontières pour venir travailler au Luxembourg. Nous disposons de solutions claires aux défis actuels, telles que le plafonnement des loyers, la réduction du temps de travail et la reprise en main publique de l'énergie. Notre pratique politique peut pour cela se concentrer encore davantage sur l'écoute, la compréhension et l'apport d'un soutien actif.

### **Le 23e Congrès de déi Lénk constate:**

- que le gouvernement CSV-DP actuel, avec sa politique néolibérale, n'apporte pas de solution aux défis centraux de notre société (manque de logements, appauvrissement, creusement des inégalités sociales, progression de la crise climatique) ;
- que déi Lénk est la seule force politique qui n'hésite pas à nommer les responsables de ces problèmes et à les déclarer pour responsables ;

- que déi Lénk est la seule force politique qui voudrait écarter ces personnes des différentes sphères du pouvoir ;
- qu'au-delà de notre travail thématique, les électeur·ices doivent prendre conscience de la « plus-value » d'un parti de gauche qui se préoccupe concrètement du bien-être des gens ;
- que déi Lénk aspire, à terme, à conscientiser et à organiser les différentes classes et catégories qui ont un intérêt à se débarrasser du système oppresseur dans lequel nous nous trouvons.

### **Le 23e Congrès de déi Lénk demande à la Coordination nationale :**

- de mener à terme le processus d'élaboration collective d'une stratégie politique en vue des prochaines élections et cela en toute conscience que les antagonismes de classes restent l'un des éléments structurants de la vie sociale et politique ;
- de tenir compte dans le processus d'élaboration de la stratégie politique des transformations organisationnelles internes et ambitions politiques évoquées dans cette résolution, afin que déi Lénk serve de porte-parole politique aux préoccupations et revendications des gens;
- de traduire les ambitions déclarées dans cette résolution en principes et actions organisationnels, ce qui nécessite :
  - de développer davantage les Conseils politiques nouvellement créés et d'intégrer leurs réflexions dans les groupes de travail du Mouvement et les activités des sections locales, de la fraction parlementaire et de tous les mandataires ;
  - d'élaborer des concepts pour renforcer le travail de la base des membres du mouvement déi Lénk par le renforcement et la responsabilisation des sections locales et des membres individuels ;
  - de créer des espaces de rencontre conviviaux pour renforcer les liens amicaux et militant.e.s ;
  - de recenser statistiquement la base des membres et de l'organiser selon les intérêts et les compétences des membres, afin de solliciter et de mobiliser les membres de manière plus ciblée ;
  - de développer dans les plus brefs délais des concepts pour l'encadrement et la formation des membres ;
  - d'élaborer des actions concrètes, à partir des thèmes centraux du quotidien, notamment le travail, le logement et le coût de la vie, pour renforcer la présence de déi Lénk dans les quartiers résidentiels, dans les entreprises et dans les lieux de sociabilité populaire ;
  - de concrétiser l'élaboration des priorités politiques dans la perspective du dialogue avec nos membres et les membres de la société, de la mobilisation interne et externe et de la visibilisation des activités de déi Lénk dans le quotidien des gens ;
  - de respecter l'ensemble des exigences mentionnées ci-dessus, de les planifier dans le temps et de les réaliser.

Mamer, le 26 avril 2026